Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1321

Artikel: Publiforum : une tentative de renouveler le débat démocratique
Autor: Longet, René / Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015303

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quand la démocratie a droit à

Les découvertes scientifiques modifient profondément nos modes de vie.
Entre peur et optimisme irraisonnés, les choix de nouvelles technologies doivent s'appuyer sur de solides évaluations.
Ces choix, politiques, doivent aussi être le fait du plus grand nombre.
Un outil: la conférence de consensus.

LES DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES et leurs applications se succèdent à un rythme rapide. Elles modifient parfois profondément notre vie quotidienne et influencent de manière significative l'évolution de la société. Face à ces impacts majeurs, les autorités peinent à affirmer des choix politiques. Et les procédures démocratiques semblent bien désuètes pour répondre à de tels enjeux. Sommes-nous dès lors condamnés à subir le fait accompli technologique?

Craintes infondées et enthousiasme naïf

Les innovations techniques ont toujours suscité des craintes infondées et des espoirs irréfléchis. Qu'on pense aux briseurs de machines du début du XIXe siècle qui craignaient pour leur emploi ou aux adversaires de l'ingénierie génétique qui aujourd'hui prédisent une catastrophe biologique. Les progrès scientifiques provoquent aussi un enthousiasme naïf. Les partisans de l'énergie nucléaire ont cru à un avenir libéré de tout souci énergétique et les chantres de la biotechnologie nous dépeignent une humanité enfin affranchie de la famine.

L'histoire nous enseigne qu'il est vain de prétendre bloquer le développement des sciences et des techniques. Ce qui ne signifie pas que ce développement obéit à une loi naturelle à laquelle, impuissants, nous devrions nous soumettre. La recherche et les applications qui en découlent nécessitent d'importants investissements financiers de la part des collectivités publiques, donc des choix politiques. À titre d'exemple, la recherche nucléaire en Suisse bénéficie d'un soutien beaucoup plus substantiel que la promotion de l'énergie solaire. Par ailleurs, l'impact des retombées pratiques d'une nouvelle technologie peut faire l'objet d'une appréciation qui conduira à l'édition d'une réglementation des différents usages possibles.

Dimension politique des choix technologiques

C'est sans conteste l'énergie nucléaire qui nous a ouvert les yeux sur la dimension politique des choix technologiques. Après une première période euphorique – enfin de l'énergie en abondance et à bon marché –, le doute s'est installé et la critique s'est exprimée grâce à l'action militante d'organisations locales: la centralisation de la production fragilise l'approvisionne-

Publiforum: une tentative de renouveler le débat démocratique

LE MORATOIRE NUCLÉAIRE approche de son terme et la libéralisation du marché de l'électricité rend plus complexes encore les enjeux énergétiques. D'où l'idée de réunir une trentaine de citoyennes et de citoyens choisis de manière aléatoire, de mettre à leur disposition la documentation qu'ils jugent utile, de leur permettre d'auditionner les experts et les représentants d'intérêts qu'ils désirent entendre. À la suite de cette confrontation qui aura lieu en mai 1998, les laïcs élaboreront un rapport de synthèse qui sera transmis aux autorités politiques, aux milieux intéressés et aux médias.

Le Publiforum oblige le citoyen à entrer en matière sur les arguments scientifiques et contraint les experts à soumettre leur point de vue à la critique des laïcs.

Le Publiforum ne constitue pas une étape supplémentaire dans un processus de décision déjà long, pas plus qu'il n'est un lieu de négociation. Les acteurs en présence ne représentent pas des intérêts organisés et n'ont aucune légitimité à se substituer aux autorités politiques. Cette conférence de consensus se veut d'abord un lieu de rencontre entre science et technique d'une part, société d'autre part, lieu de communication des savoirs et des attentes, lieu d'émergence peut-être de solutions nouvelles.

Si l'expérience se révèle concluante, on peut envisager de l'étendre à d'autres dossiers tels que, par exemple, la médecine, l'informatique, l'emploi, à tous les dossiers dont la complexité des enjeux exige le regard croisé des experts et des laïcs. *rl/jd*